

7. Conclusions pour le développement du secteur de l'élevage en faveur des pauvres

Au cours des deux dernières générations, le processus de réduction de la pauvreté a considérablement progressé partout dans le monde, mais il est loin d'être terminé. Le taux mondial de pauvreté extrême (<1,25 \$ par jour) a considérablement diminué dans les pays en développement, passant de 42 pour cent en 1990 à 26 pour cent en 2005. Cependant, le nombre absolu de personnes extrêmement pauvres est encore à un niveau alarmant de 1,4 milliard (contre 1,8 milliard en 1990), et on estime qu'environ 2,6 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour. En dépit de la baisse de l'incidence de la pauvreté dans le monde en développement, dans certaines régions - notamment en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et au Proche-Orient et Afrique du Nord - le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté entre 1990 et 2005.

À l'échelle mondiale, 70 pour cent des personnes extrêmement pauvres et 60 pour cent des personnes pauvres vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, où une grande partie des terres sont dans des zones agro-écologiques arides et semi-arides. La pauvreté est étroitement liée à la malnutrition, et en 2004, l'essentiel de la malnutrition protéo-calorique (72 pour cent), des carences en vitamine A (75 pour cent) et de l'anémie ferriprive (58 pour cent) dans le monde ont été enregistrées dans ces deux régions, même si, ensemble, elles ne représentent qu'environ un tiers (40 pour cent) de l'humanité. Les efforts visant à réduire la pauvreté et à améliorer la nutrition devraient donc se concentrer tout particulièrement, mais pas exclusivement, sur l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

L'élevage, en raison de ses nombreuses contributions à la nutrition et à la survie économique dans les pays en développement, peut jouer un rôle essentiel dans l'amélioration des moyens de subsistance des populations pauvres, en particulier dans les zones rurales, où vivent la plupart des pauvres du monde. Ce chapitre résume les conclusions relatives à la façon de promouvoir les politiques d'élevage de manière à ce que les pauvres puissent en tirer profit. Il est possible d'apporter de nombreuses réponses à cette question apparemment simple, parce que les politiques doivent être adaptées à la multitude d'opportunités et de défis complexes auxquels sont confrontés les pauvres dans le monde. Néanmoins, il est possible de tirer certains enseignements généraux, qui peuvent guider les efforts en vue d'une réduction plus efficace de la pauvreté, tout en adaptant les politiques aux réalités locales afin d'obtenir des bénéfices durables et plus inclusifs.

L'AGRICULTURE ET L'ÉCONOMIE RURALE NON-AGRICOLE

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont plus fréquentes dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et environ les trois quarts des personnes considérées comme extrêmement pauvres ou démunies vivent dans des zones rurales. La grande majorité des populations qui vivent en Afrique subsaharienne (70 pour cent) et en Asie du Sud (65 pour cent) étaient considérées comme rurales en 2005, tandis que respectivement 58 et 50 pour cent de la population totale de ces régions étaient considérées comme agricoles (FAOSTAT, 2010). Les populations rurales sont donc principalement agricoles, et l'agriculture est le secteur le plus important pour les moyens de subsistance des populations pauvres dans la plupart des pays en développement.

En règle générale, l'agriculture représente environ de 40 à 60 pour cent du revenu total des ménages ruraux, tandis que le reste provient de l'économie rurale non agricole (ERNA) et de transferts de fonds. Ainsi, des questions importantes se posent concernant les rôles de l'agriculture et de l'ERNA dans la réduction de la pauvreté rurale.³⁰ Barrett, Reardon et Webb (2001) se sont penchés sur la diversification des revenus non agricoles et ont conclu que pour les plus pauvres, la diversification est provoquée par le sentiment de désespoir et que leurs portefeuilles ont des rendements marginaux faibles, tandis que les très pauvres sont confrontés à des obstacles importants pour accéder aux créneaux à haut-rendement de l'ERNA. La promotion de l'ERNA devrait ainsi, au moins initialement, accroître les disparités de richesse en milieu rural, jusqu'à ce que les sous-populations les plus pauvres puissent tirer profit des bénéfices générés par la croissance rapide parmi les mieux lotis, à travers la demande de main-d'œuvre salariée. Wiggins et Proctor (2001) mettent en garde contre des attentes trop optimistes concernant l'industrialisation rurale. Ils indiquent en effet que «les zones rurales peuvent avoir un avantage comparatif seulement dans le domaine des activités primaires basées sur les ressources naturelles immobiles et les activités qui y sont étroitement liées», et que l'expansion souvent évoquée de l'ERNA est, dans de nombreux cas, déclenchée par la croissance générée par l'agriculture (Hazell *et al.*, 2010; Début 2001; Thirtle *et al.*, 2001) et qu'elle a besoin d'une infrastructure d'appui (Byerlee, Diao et Jackson, 2005). Améliorer le secteur agricole serait donc la meilleure option en vue de favoriser une croissance rurale rapide et généralisée et ainsi de réduire la pauvreté dans les pays agricoles à faible revenu (Kydd et Dorward, 2001).

Alors que les pauvres tirent environ la moitié de leurs revenus de l'agriculture, au moins la moitié de l'ensemble des dépenses des ménages à faible revenu est consacrée à l'alimentation, souvent sans atteindre des niveaux nutritionnels satisfaisants. Étant donné que de nombreux ménages agricoles souffrent d'insécurité alimentaire, la recherche d'un certain degré de diversification des revenus est souvent une stratégie visant à stabiliser les flux de revenus et la consommation (Barrett, Reardon et Webb, 2001). Améliorer la production et les marchés alimentaires devrait donc bénéficier à la fois aux producteurs et aux consommateurs, une distinction qui peut être variable dans les zones rurales, où les ménages peuvent être vendeurs nets au moment de la récolte et acheteurs nets plus tard dans l'année (Barrett, 2008; Irz *et al.*, 2001). Étant donné le coût relativement élevé du transport des aliments, et la diffusion de l'insécurité alimentaire en milieu rural, d'un point

³⁰ La diversification des ménages ruraux n'est pas un phénomène récent. En 1975, par exemple, les petits exploitants kenyans tiraient déjà la moitié, voire plus, de leurs revenus de sources non agricoles (Hazell et Diao, 2005).

de vue économique, il est logique de promouvoir la production d'aliments à proximité de l'endroit où ils seront consommés.

L'agriculture conserve donc un rôle essentiel en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, parce qu'elle est au cœur des moyens de subsistance en milieu rural et qu'aucune autre activité ne possède son potentiel pour soutenir une croissance généralisée en faveur des pauvres (par exemple, Irz *et al.*, 2001; Kydd *et al.*, 2002).³¹ Outre ses avantages directs, la croissance agricole a également des effets de levier sur le reste de l'économie, en particulier dans les premières étapes de la transformation économique, lorsque les liens de consommation sont prédominants (Irz *et al.*, 2001; Hazell et Diao, 2005). Cela ne signifie pas que les efforts de développement doivent se concentrer exclusivement sur l'agriculture, mais que les décideurs et les donateurs devraient être plus conscients du potentiel de la croissance agricole en faveur des pauvres et ne devraient pas écarter l'agriculture de leurs projets d'investissement dans le développement. Les décideurs et les donateurs devraient accorder plus d'attention à la complémentarité et aux synergies entre les différentes possibilités d'investissement plutôt que de les considérer comme des options s'excluant mutuellement.

ÉLEVAGE ET CULTURES

Pour que l'agriculture exploite pleinement son potentiel de réduction de la pauvreté, il est essentiel que la croissance agricole soit supérieure à l'accroissement de la population agricole, qui exige à son tour une augmentation de la productivité agricole (Irz *et al.*, 2001; Thirtle *et al.*, 2001). Ce n'est qu'ainsi que l'agriculture contribuera de manière durable à la sécurité alimentaire, en générant des revenus suffisants pour les producteurs, tout en améliorant les revenus réels des consommateurs pauvres grâce à une baisse du prix des denrées alimentaires. Cette réduction de la pauvreté à double effet, engendrée par la croissance de la productivité agricole, peut être considérable, et les estimations empiriques indiquent que lorsque les rendements augmentent de 1 pour cent, le taux d'extrême pauvreté diminue de 0,6 à 1,2 points de pourcentage.³²

Dans les économies qui restent fortement tributaires de l'agriculture, les systèmes agricoles dominants chez les petits exploitants sont basés sur l'agro-pastoralisme, dont l'élevage fait partie intégrante. Dans ces systèmes - qui restent la norme dans les pays à faible revenu, en particulier dans les pays où les taux de pauvreté sont les plus élevés - la majorité des ménages ruraux, tout particulièrement les ménages pauvres, élèvent quelques animaux de ferme (Pica-Ciamarra *et al.*, 2011). À l'échelle mondiale, le secteur de l'élevage est le deuxième plus important en terme de contribution à l'économie agricole, derrière la production à grande échelle de cultures vivrières. Toutefois, les petits exploitants n'ont généralement aucun avantage comparatif/concurrentiel pour ce qui est de la production de cultures vivrières, et une participation limitée dans les marchés des produits de base, souvent en tant qu'acheteurs nets (Barrett, 2008), mais la situation est différente pour ce qui concerne les productions animale et horticole à forte valeur ajoutée et à forte intensité de

³¹ En Afrique, par exemple, le secteur industriel n'emploie qu'environ 10 à 15 pour cent de la population active, et son élasticité de l'emploi est faible par rapport à celle de l'agriculture (Hazell et Diao, 2005).

³² Minten et Barrett (2008) ont élaboré ce rapport à l'aide d'un ensemble complet de données spatialement explicites concernant Madagascar.

main-d'œuvre. En outre, la demande de produits agricoles à forte valeur ajoutée croît plus rapidement que la demande de produits de base, de sorte que les produits à forte valeur ajoutée offrent des perspectives de revenu supérieur pour les petits exploitants. Augmenter la productivité et la production de l'élevage, c'est-à-dire augmenter la création de valeur par unité de travail et/ou de terre, semble donc être un moyen prometteur d'accélérer la réduction de la pauvreté rurale. Dans le contexte de la production laitière à petite échelle en Inde, par exemple, Mellor (2003) affirme que «si le secteur national de l'élevage répond à la croissance de la demande, il doublera de taille tous les dix ans, représentera bientôt plus de la moitié du PIB agricole et engendrera une croissance rapide de la production et des revenus agricoles». Tiffin (2003) et Burke *et al.* (2007) remarquent que, au Sénégal et au Kenya, les investissements des ménages agricoles à revenu intermédiaire et élevé sont orientés vers l'élevage plutôt que vers les cultures. En outre, au Sénégal, un marché des résidus de cultures (comme le fourrage) s'est développé, marché sur lequel les prix du foin d'arachide et du foin de niébé sont plus élevés que ceux des céréales.

Bien que la valeur totale de la production animale soit généralement inférieure à celle des cultures de base, la croissance de la productivité dans le secteur de l'élevage peut avoir des effets significatifs sur la réduction de la pauvreté, à la fois directement et par le biais d'effets multiplicateurs. Il existe des preuves empiriques du rôle direct de l'élevage dans la réduction de la pauvreté au Kenya (Burke *et al.*, 2007). Dans la plupart des systèmes à petite échelle, exploiter les liens étroits entre cultures et élevage, dans une stratégie visant à combiner la croissance de la productivité de l'élevage et des cultures vivrières et commerciales ³³, pourrait se révéler le moyen le plus efficace de générer des effets multiplicateurs sur le revenu et de réduire la pauvreté. ³⁴ Selon Poulton, Kydd et Dorward (2006), la planification du développement agricole devrait donc se concentrer sur la promotion de la production horticole et de l'élevage ainsi que sur les activités de commercialisation.

PETITS ÉLEVEURS ET ÉLEVEURS PAUVRES

Les populations agricoles dans les pays en développement continuent de croître, et plus des deux tiers des 3 milliards de ruraux sur la planète vivent dans des fermes de moins de 2 ha ³⁵ (IFPRI, 2005). Dans de nombreux pays en développement, la taille moyenne des exploitations agricoles tend à diminuer (Hazell *et al.*, 2010), et les petites exploitations continueront de dominer le paysage agricole dans les pays en développement pendant encore au moins 20 ans, en particulier en Afrique et en Asie (Nagayets, 2005). La taille moyenne des exploitations est de 121 ha en Amérique du Nord, de 76 ha en Amérique latine et Caraïbes, et de 27 ha en Europe occidentale, alors qu'elle n'est que de 1,6 ha en Afrique et en Asie (Nagayets, 2005). Les moyennes dissimulent les disparités en terme de répartition des propriétés foncières, mais les exploitations de plus de 10 ha sont extrêmement rares en Afrique subsaharienne et en Asie, et la taille moyenne des exploitations agricoles du quartile supérieur d'un échantillon

³³ Par exemple, accroître la production de fruits et de légumes biologiques dans les pays en développement augmente la demande de fumier animal (Bradford, 1999).

³⁴ Il a été constaté que, dans la mesure du possible, les petits exploitants tendaient à augmenter la part de l'élevage dans leurs revenus et à exploiter les synergies agriculture-élevage (par exemple, Faye and Fall, 2000; Tiffin, 2003).

³⁵ La Banque mondiale (2003) définit les petits exploitants comme des agriculteurs possédant peu d'actifs et exploitant moins de 2 ha de terres cultivées.

de cinq pays d'Afrique subsaharienne oscillait entre 1,8 et 5,9 ha (Jayne, Mather et Mghenyi, 2010). Ainsi, les exploitations agricoles relativement «grandes» en Afrique subsaharienne et en Asie sont considérées comme «petites» par rapport aux exploitations dans le reste du monde. Néanmoins, même dans cet univers de petites exploitations, la taille moyenne des exploitations agricoles du quartile supérieur était de cinq à 15 fois plus grande que celles du quartile inférieur. En outre, au moins un quart des ménages agricoles, dans les enquêtes citées par Jayne, Mather et Mghenyi (2010), étaient pratiquement dénués de terre. Pour la plupart des ménages du quartile inférieur en terme de propriété foncière, même un doublement du revenu agricole n'aurait que peu d'impact sur leur niveau absolu de revenu ou sur le taux de pauvreté. Un des aspects pragmatiques du développement rural réside dans le fait que l'augmentation de la participation au marché et la croissance de la productivité des petits exploitants doivent s'accompagner d'une migration accrue des petits exploitants vers des secteurs autres que l'agriculture (Barrett, 2008).

Bien que l'élevage ait un impact positif direct sur les revenus des éleveurs pauvres et que la propriété de bétail et les revenus provenant de l'élevage soient plus équitablement répartis que la propriété foncière et les revenus provenant des cultures (Mellor, 2003; Zezza *et al.*, 2011), les observations de Jayne, Mather et Mghenyi (2010) sur le fait que l'augmentation de la production agricole contribue de manière minime à l'amélioration du bien-être des ménages agricoles marginaux, sont également valables pour les éleveurs. Seuls les ménages pour lesquels l'élevage constitue déjà une part importante de leurs revenus sont susceptibles de profiter directement des effets sur les revenus d'une augmentation de la production animale (par exemple, Garcia *et al.*, 2006), tandis que les autres ménages sont plus susceptibles d'en tirer des bénéfices indirectement à travers des liens de croissance et une amélioration de la sécurité nutritionnelle. Pour déclencher cette impulsion initiale de croissance, les politiques de développement de l'élevage et les interventions connexes devraient, dans la mesure du possible, cibler un sous-ensemble d'agriculteurs, considérés comme mieux à même de tirer profit des interventions - des petits éleveurs du «segment supérieur» - car ils possèdent le minimum de ressources nécessaires pour s'engager durablement dans une production animale axée sur le marché, plutôt que de se concentrer sur les éleveurs marginaux, qui n'ont pas suffisamment d'actifs pour produire un surplus commercialisable régulier. Bien que les petits éleveurs du quintile supérieur ne fassent pas un usage plus efficace des ressources naturelles que les petits exploitants du quintile inférieur,³⁶ la productivité du travail agricole de ces derniers est plus élevée (par exemple, Garcia *et al.*, 2006; voir aussi le chapitre 3). L'augmentation de la productivité du travail est essentielle pour lier la production des petits exploitants à la réduction de la pauvreté (Collier et Dercon, 2009) et nécessite des exploitations/troupeaux plus importants, des investissements dans la mécanisation et la diversification au profit de produits à plus forte valeur ajoutée.³⁷ L'instabilité des prix alimentaires et la hausse des marges commerciales

³⁶ Cette relation «inverse de la productivité», dans laquelle les rendements par hectare sont plus élevés dans les petites exploitations, a été observée dans une grande variété de contextes. Elle s'expliquerait notamment par le fait que les économies d'échelle dont profitent les grandes exploitations pourraient être compensées par les coûts de supervision du travail ou des imperfections du marché (par exemple, Eswaran et Kotwal, 1986; Barrett, 1996).

³⁷ Voir Tiffin (2003) pour un exemple de l'intensification de la production des petits exploitants au Nigéria, grâce à l'utilisation des résidus de récolte et d'autres intrants pour augmenter les revenus de l'élevage, et à la location d'attelages tirés par des bœufs en vue d'épandre plus de fumier pour augmenter les revenus des cultures.

encouragent les producteurs pauvres à donner la priorité à la production d'aliments de base pour leur propre consommation plutôt qu'à la diversification en faveur de produits de plus grande valeur destinés au commerce (Poulton, Kydd et Dorward, 2006). En conséquence, accroître la productivité des petits exploitants implique le développement de chaînes d'approvisionnement auxquels les petits exploitants ont accès et qui leur fournit des liens indispensables vers les fournisseurs et les consommateurs (Diao, Hazell et Thurlow, 2010).

Cela ne signifie pas que les éleveurs très pauvres ou marginaux doivent être abandonnés, mais le nombre de personnes très pauvres a plus de chance de diminuer rapidement si les éleveurs «avec le meilleur potentiel» sont encouragés à accroître leur production commerciale grâce à des investissements qui améliorent leur productivité. Ce groupe peut également servir de moteur pour l'adoption/diffusion des technologies, et établir les bases pour des retombées locales des externalités de réseau. Pour tirer parti des économies d'échelle durant les processus de transformation et de commercialisation, les efforts de développement devraient également veiller à faciliter les liens verticaux entre les producteurs de bétail axés sur le marché et les sociétés ou coopératives commerciales. Comme pour la promotion de l'ERNA, cette stratégie est susceptible, au moins au début, d'accroître les disparités de richesse en milieu rural, et peut donc être complétée par des programmes de filets de sécurité pour soutenir les plus vulnérables jusqu'à ce que la hausse des revenus provenant de l'agriculture génère des emplois dans les biens et services locaux non échangeables. Identifier les petits producteurs/éleveurs les plus susceptibles de répondre aux incitations du marché, et trouver la bonne combinaison de mesures pour exploiter les complémentarités entre les différents acteurs des chaînes de production et de commercialisation des produits de l'élevage, sont des tâches complexes qui nécessitent des approches spécifiques en fonction du contexte. Les mécanismes d'auto-sélection, tels que le crédit aux entreprises et un large éventail de biens et de services publics qui facilitent la croissance de la productivité et l'accès au marché, peuvent réduire cette complexité. Les coûts sociaux générés par un rejet prématuré des petits exploitants considérés comme improductifs et peu compétitifs, ainsi que ceux générés par la promotion non sélective de la production de petits exploitants quelles que soient leurs ressources initiales, peuvent être très élevés, car ces deux approches condamneront de larges majorités rurales à poursuivre des activités de subsistance à faible revenu.

POPULATIONS ET RÉGIONS PAUVRES

Il a souvent été indiqué que la majorité des pauvres vivaient dans des zones rurales, mais le terme «rural» doit être défini plus précisément. Wiggins et Proctor (2001) décrivent les zones rurales comme «des espaces où les colonies et les infrastructures humaines occupent seulement de petites parcelles du paysage, dont la majorité est dominée par des champs et des pâturages, des bois et des forêts, des plans d'eau, des montagnes et des déserts». Ils fournissent une catégorisation utile des zones rurales en zones «péri-urbaines», «de moyenne campagne» et «reculées». Bien que l'incidence de la pauvreté tende à être plus élevée dans les zones reculées et faiblement peuplées, le nombre de personnes pauvres est généralement plus élevé dans les régions où le taux global de pauvreté est relativement faible, mais la densité de population est élevée, c'est à dire, que la majorité des ruraux pauvres vivent en moyenne campagne, non loin des zones urbaines/petites villes. En conséquence, les stratégies de

réduction de la pauvreté devraient s'appuyer sur les liens entre croissances urbaine et rurale et promouvoir un accès au marché progressif, en rayonnant autour des zones urbaines jusqu'aux zones de moyenne campagne. Concentrer les efforts de réduction de la pauvreté sur les zones de moyenne campagne devrait être plus efficace que d'axer les interventions sur les zones reculées et faiblement peuplées, car: i) les besoins en termes d'investissement par habitant dans les infrastructures et les services seront nettement moins élevés; et ii) les opportunités de marché - et donc la possibilité de passer d'une agriculture de subsistance à une production commerciale, essentielle pour la réduction de la pauvreté - sont beaucoup plus importantes.

Pour les zones reculées, il existe peu de stratégies de développement, autres que les transferts purs et simples, qui ont fait leur preuves et que les pays pauvres peuvent se permettre de mettre en œuvre. Ces zones peuvent accueillir quelques activités d'agriculture de subsistance et d'élevage extensif, mais il est peu probable que la petite agriculture puissent y devenir un moteur important de croissance. À plus long terme, ces zones pourraient être utilisées pour offrir des services environnementaux et récréatifs, tandis que la meilleure stratégie de subsistance consiste peut être en une migration vers les zones urbaines de certains membres du ménage en vue de générer un revenu en partie transférable aux membres restants, qui assurent leurs besoins alimentaires grâce à leur propre production. Dans ce contexte, les politiques publiques devrait viser à réduire la vulnérabilité plutôt qu'à accroître la productivité et offrir des possibilités de développer des compétences qui pourront être utilisées dans un secteur autre que l'agriculture.

Contrairement aux perspectives de développement relativement sombres pour les régions reculées, la croissance rapide de la demande des populations urbaines pour des produits alimentaires à forte valeur ajoutée représente un énorme potentiel de revenus pour les agriculteurs des zones péri-urbaines et de moyenne campagne. C'est en moyenne campagne que l'agriculture peut probablement le plus contribuer à la réduction de la pauvreté, parce que la majeure partie des pauvres, principalement des agro-éleveurs, vivent dans les zones de moyenne campagne, et parce que les populations qui vivent dans les zones péri-urbaines ont un éventail beaucoup plus large d'opportunités de subsistance non agricoles.³⁸ Il existe de nombreuses possibilités d'accroître la productivité des systèmes agricoles mixtes grâce à une meilleure intégration agriculture-élevage, en particulier dans les zones semi-arides et pluviales en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Accroître la production des systèmes d'agro-élevage est probablement la manière d'augmenter la production agricole la plus respectueuse de l'environnement, parce que les systèmes mixtes sont des systèmes, au moins en partie, fermés (Thomas *et al.*, 2002) et l'intensification de la composante élevage peut réduire le nombre d'animaux et les émissions par unité de produit animal (Bradford, 1999). Ainsi, l'intensification de la production des petites exploitations d'agro-élevage axées sur le marché pourrait simultanément favoriser un développement durable de l'agriculture et contribuer à la réduction de la pauvreté.

Malheureusement, le potentiel de réduction de la pauvreté de la petite agriculture axée sur la demande urbaine, reste largement inexploité. Cette situation résulte notamment d'une vaste gamme d'imperfections institutionnelles et des marchés; des paradigmes

³⁸ Dans les milieux péri-urbains de production à forte valeur ajoutée, les produits agricoles périssables tels que le lait sont déjà très rentables, et les politiques agricoles devraient se concentrer sur la limitation de la pollution et la gestion des risques pour la santé humaine découlant de l'élevage intensif à proximité d'importantes populations humaines.

politiques dominants qui tendent à systématiquement privilégier l'industrialisation et la concentration, favorisant ainsi les grandes entreprises au détriment des petits acteurs du marché; et de l'insuffisance des biens et des services publics, dont les conséquences affectent les pauvres de manière disproportionnée.

SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVÉ

Le fait que la croissance de la demande alimentaire soit concentrée dans les centres urbains a plusieurs conséquences. Tout d'abord, répondre à cette demande nécessite le développement d'infrastructures physiques de communication, de transport et de commercialisation pour relier les zones de production rurales aux villes. Les investissements publics sont nécessaires, parce que les coûts de transaction générés par la faiblesse des infrastructures ont un effet dissuasif important sur les producteurs agricoles en général et les petits exploitants en particulier. Cependant, les infrastructures physiques seules ne suffisent pas à stimuler une intensification agricole à grande échelle. Pour intensifier la production agricole, en vue de réduire la pauvreté, il est essentiel de développer des chaînes d'approvisionnement auxquelles ont accès les petits agriculteurs avec « des investissements simultanés et complémentaires dans tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement » (Poulton, Kydd et Dorward, 2006). La nécessité d'engager des investissements complémentaires de plusieurs acteurs du marché rend chaque investissement très risqué, car son succès dépend des décisions en matière d'investissement des autres acteurs. Ces circonstances créent un piège de l'équilibre de bas niveau des investissements, dans lequel tous les acteurs (généralement à faible revenu) le long de la chaîne d'approvisionnement sont privés des bienfaits de la croissance et de l'augmentation des revenus en raison du manque de coordination. Les coûts et les risques de transaction entravent donc les activités de marché concurrentielles du secteur privé à des étapes essentielles de la transformation agricole, et la concurrence pure n'est pas toujours la meilleure forme de développement du marché (Dorward *et al.*, 2004b).

Pour surmonter ces obstacles, lorsque les mécanismes du marché échouent à stimuler les investissements privés, l'État doit intervenir, à travers par exemple des « investissements d'amorçage » (Poulton, Kydd et Dorward, 2006), qui permettent de réduire les coûts des investisseurs individuels et/ou les risques perçus. Ces « coups de pouce » visent à faciliter les prises de décision en matière d'investissements complémentaires des différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement, et ainsi d'aider l'activité économique à atteindre un seuil critique à partir duquel la croissance économique est autosuffisante. L'expérience montre que les interventions publiques ont joué un rôle important pour soutenir le développement des marchés agricoles, lors de certaines étapes critiques (Dorward *et al.*, 2004b), mais aussi que les dépenses publiques les plus efficaces pour soutenir l'agriculture ne sont pas nécessairement celles qui sont allouées au secteur même de l'agriculture (Foster, Brown et Naschold, 2001). Le rôle le plus important des organismes publics chargés de soutenir le développement agricole, ne concerne pas les dépenses publiques, mais l'élaboration de politiques, la réglementation et la prestation de services que le secteur privé ne fournira pas (Foster, Brown et Naschold, 2001).

Le développement agricole nécessite des interventions coordonnées dans tous les secteurs, et la priorité en matière de politique doit être accordée à la création d'un environnement rural propice aux activités commerciales (Burke *et al.*, 2007). Un tel environnement exige des

mécanismes pour surmonter les barrières à l'entrée sur le marché des activités à haut rendement, et des arrangements institutionnels qui permettent de réduire les coûts et les risques de transaction. L'une des principales difficultés du développement de l'agriculture dans les zones dominées par les petits exploitants, consiste à mettre en place des systèmes de coordination qui impliquent à la fois des organismes gouvernementaux, des organisations de la société civile, des organisations d'agriculteurs et d'autres professions et les entreprises agro-industrielles. Pour ce faire, il est nécessaire de s'appuyer sur les connaissances locales, sans présumer que les solutions qui viennent de l'extérieur sont les meilleures; sur l'expérimentation par essais et erreurs; et sur une évaluation rigoureuse et indépendante (Easterly, 2008b). Il n'existe pas de modèle universel pour le développement de l'agriculture et la réduction de la pauvreté, et les donateurs doivent soutenir les processus d'apprentissage par expérimentation plutôt que d'imposer des modèles de développement génériques.

CONCLUSIONS

Pour accélérer la réduction de la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui l'accompagne au niveau mondial, les efforts de développement doivent se concentrer sur les régions et les pays aux premières étapes du développement économique - l'Afrique subsaharienne et les régions les plus défavorisées d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Voici quelques leçons apprises et recommandations pour ces régions:

- L'expérience montre que l'agriculture demeure - en partie par défaut - l'un des secteurs les plus importants pour la réduction de la pauvreté rurale, mais que des augmentations de la productivité, en particulier du travail, sont nécessaires pour réaliser le potentiel de l'agriculture en matière de réduction de la pauvreté.
- L'agriculture est dominée par les petits exploitants, qui sont considérés comme une partie du problème, mais qui devraient être considérés comme une partie de la solution.
- La diversification au profit de produits agricoles à (plus) forte valeur ajoutée (horticulture, aquaculture, élevage) est une manière importante d'accroître la productivité du travail dans les petites exploitations agricoles, mais la diversification au profit de l'élevage est limitée par une multitude de barrières à l'entrée (investissements, technologies, accès aux marchés, etc.) insurmontables pour la plupart des ménages à faible revenu.
- La hausse des revenus en provenance de l'agriculture génère des emplois dans le secteur des biens et des services locaux non échangeables, et la création d'emplois secondaires peut fortement contribuer à la réduction de la pauvreté.
- L'intensification de l'agriculture peut contribuer rapidement à la réduction de la pauvreté si les interventions politiques ciblent les petits exploitants avec «le meilleur potentiel» dans les zones défavorisées (encore majoritairement pauvres, mais pas les plus pauvres parmi les pauvres), tandis que les ménages les plus défavorisés tireront profit indirectement des retombées telles que la diffusion des technologies et la croissance de la demande pour des biens et des services locaux non échangeables (en particulier la demande de main-d'œuvre).
- Pour les ménages agricoles les plus défavorisés, le bétail ne fournit pas vraiment de possibilités de croissance, mais joue le rôle important de filet de sécurité. À cet effet, les politiques devraient être axées sur la réduction de la vulnérabilité, par exemple en protégeant le capital-bétail.

- L'agriculture est hétérogène, très complexe et concerne un large éventail de parties prenantes. Le développement agricole nécessite donc des approches soigneusement adaptées aux conditions locales initiales, car la planification de modèles à grande échelle est pratiquement vouée à l'échec. Pour contribuer à l'éradication de la pauvreté, il est préférable d'expérimenter des interventions ciblées, à petite échelle, en vue de tirer des leçons de ces expériences.
- Les coûts de transaction et les risques de défaut de coordination sont élevés dans l'agriculture, et l'État doit intervenir pour promouvoir les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires accessibles aux ménages à faible revenu. Les organismes publics chargés de soutenir l'agriculture doivent concentrer leurs efforts sur l'élaboration des politiques, la coordination, la réglementation et la prestation de services que le secteur privé ne fournira pas.